



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

2 septembre 2026

REFORME DE LA GOUVERNANCE MONDIALE :

FAURE GNASSINGBE PORTE LA VOIX DE L'AFRIQUE A LA TRIBUNE DE L'OCS



Faure Gnassingbe au OCS

Lomé, 2 sept. (ATOP)- Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a partagé le mardi 1^{er} septembre 2026 à Bichkek, avec les dirigeants de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), leurs partenaires ainsi que les plus hauts responsables des pays invités au 26^e sommet de l'organisation élargie (OCS+), une réflexion sur la transformation de l'ordre international et les implications de l'émergence d'un monde de plus en plus multipolaire.

A l'entame, le Président du Conseil a posé de manière objective le constat d'une profonde recomposition des équilibres internationaux. « Le monde change, de nouveaux centres de puissance émergent, de nouveaux équilibres économiques se dessinent, de nouvelles voix veulent être entendues », a-t-il précisé. Pour relever ce défi, le Président Faure Essozimna Gnassingbé a articulé sa vision d'un multilatéralisme rénové sur trois axes.

Dans cette nouvelle configuration mondiale, il a rappelé la nécessité de rompre avec une vision idéalisée de la multipolarité qui fragilise davantage le monde.

SOMMAIRE

<i>ECHOS DE LA CAPITALE</i> -----	3-6
<i>NOUVELLES DES PREFECTURES</i> -----	7-11
<i>REPORTAGE</i> -----	11-12
<i>NOUVELLE DE L'ETRANGER</i> -----	12-15
<i>SPORTS</i> -----	15-16

« La multipolarité doit nous donner davantage de choix et non créer de nouvelles divisions. Pour l'Afrique, l'émergence de nouveaux partenaires est une opportunité. Elle nous permet de diversifier nos relations, de réduire certaines dépendances et surtout de mieux choisir nos partenariats en fonction de nos propres priorités. Mais soyons lucides, davantage de pôles de puissance ne signifie pas automatiquement davantage de justice. La multipolarité peut aussi produire plus de rivalités, de fragmentation et de rapports de force », a-t-il affirmé.

Cette première idée débouche sur l'articulation essentielle entre la multipolarité et le multilatéralisme. Pour le dirigeant togolais, la multipolarité donne davantage de choix aux nations, et elle doit être accompagnée d'un multilatéralisme capable de garantir des règles communes pouvant permettre à chaque nation d'exercer librement ses choix en fonction de ses intérêts et de ses priorités. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le Président Faure a insisté sur la nécessité d'éviter la constitution de nouveaux blocs antagonistes.

Le Président du Conseil a ensuite mis un accent particulier sur l'avenir du système multilatéral, en particulier celui des Nations unies dans un monde multipolaire marqué par les désaccords des grandes puissances. Il a, à cet effet, rappelé l'importance des réformes de l'instance mondiale face à la montée de la multipolarité et la question de la crédibilité des règles internationales lorsqu'elles sont surtout appliquées selon les crises.

« Les Nations Unies restent indispensables, mais elles doivent profondément évoluer dans un monde plus multipolaire. Nous avons besoin davantage de multilatéralisme et non de moins. L'ONU reste notre seul espace véritablement universel. Mais nous devons aussi regarder objectivement ses limites. Lorsque les grandes puissances s'opposent, nos institutions sont trop souvent paralysées. Lorsque les mêmes règles semblent appliquées différemment selon les crises, leur légitimité s'affaiblit ».

La question de la représentation de l'Afrique dans le concert des nations constitue également un élément central de cette réflexion sur la transformation du système multilatéral. Le Président du Conseil estime dans ce contexte que, « lorsque l'Afrique reste insuffisamment représentée, nous ne pouvons pas parler d'un ordre mondial pleinement juste. Défendre les Nations Unies ne signifie donc pas défendre le monde d'hier. Cela signifie plutôt les transformer pour le monde de demain y compris dans la composition de ses organes de direction. Cela signifie aussi mieux articuler l'ONU avec l'Union africaine, l'Organisation de coopération de Shanghai et les autres organisations régionales ».

Il a ainsi invité les chefs d'Etat et de gouvernement à faire de la multipolarité une nouvelle force du multilatéralisme.

Le Président du Conseil a également orienté sa réflexion vers la dimension économique de la transformation de l'ordre international. Selon le dirigeant togolais, la justice du système international ne peut être appréciée uniquement à l'aune de la représentation politique des pays du Sud. Elle doit également se traduire par leur capacité réelle à financer leur propre développement et à valoriser leurs ressources.

« Un ordre mondial plus juste doit donner au Sud une véritable capacité de choix. Être mieux représenté ne suffira pas. Nos pays doivent aussi pouvoir financer leur développement, transformer leurs ressources et créer davantage de valeur chez eux. C'est tout le sens que nous devons donner aux institutions de coopération régionale, et au rapprochement entre l'Afrique et les grands pôles émergents ».

La réforme de la gouvernance mondiale doit aussi être accompagnée non seulement d'une transformation des mécanismes économiques et financiers mondiaux, mais aussi d'une diversification des partenariats fondés sur l'investissement productif, les

infrastructures, la transformation locale et le transfert de technologies avec l'Asie, avec l'Europe, avec les Amériques et entre pays africains, pour l'Afrique.

Cette vision du Président du Conseil a une seule ambition, permettre à l'Afrique de devenir un acteur à part entière de la recomposition de l'ordre mondial.

A cette tribune de l'OCS +, plusieurs dirigeants ont élevé leur voix pour appeler à un monde solidaire, plus juste, sécurisé et épris de paix.

Pour rappel, l'Organisation de coopération de Shanghai Plus (OCS+) est une instance de l'OCS qui réunit autour d'une même problématique liée à la gouvernance mondiale, les Etats membres de l'organisation intergouvernementale de l'Eurasie, leurs partenaires de dialogue ainsi que les pays invités.

Cette édition a réuni les plus hauts dirigeants de l'OCS, à savoir les Présidents Xi Jinping de Chine, Vladimir Poutine de la Fédération de Russie, Alexandre Loukachenko de Biélorussie, les Premiers ministres Narendra Modi de l'Inde, et Shehbaz Sharif de la République islamique du Pakistan, les Présidents Massoud Pezeshkian de la République islamique d'Iran, Kassym-Jomart Tokaïev du Kazakhstan, Emomali Rahmon du Tadjikistan et Chavkat Mirziïev de l'Ouzbékistan.

La conférence a également enregistré la participation effective des dirigeants et des hauts représentants des pays partenaires et invités notamment, l'Egypte, la Turquie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie, la Mongolie, ainsi que le Laos et le Vietnam, signe de la diversité et de l'ampleur de cette plateforme de dialogue.

présidenceconseil.gouv.tg

ECHOS DE LA CAPITALE

FAURE GNASSINGBE ET ALEXANDRE LOUKACHENKO EXPLORENT LES OPPORTUNITES D'INVESTISSEMENT AU TOGO



Faure Gnassingbe et Alexandre Loukachenko
entre Lomé et Minsk.

Lomé, 2 sept. (ATOP)- En marge du 26^e sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, s'est entretenu, ce 1^{er} septembre 2026 à Bichkek au Kirghizistan, avec le Président de la Biélorussie, Alexandre Loukachenko. Cette audience s'inscrit dans la dynamique de mise en œuvre et d'approfondissement des engagements pris par les deux pays en faveur du renforcement du partenariat

Le Président biélorusse a exprimé sa gratitude au Président Faure Gnassingbé pour son implication personnelle dans la dynamisation et l'approfondissement des relations de coopération entre le Togo et la Biélorussie. Il a, à cet égard, réaffirmé l'engagement de son pays à œuvrer au renforcement de ce partenariat. Plusieurs axes prioritaires de coopération ont, par ailleurs, été identifiés, notamment dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'agro-industrie, de la mécanisation agricole, du secteur minier ainsi que bancaire.

Le Président biélorusse a également fait part de la disponibilité de son pays à contribuer à la mise en œuvre de la feuille de route convenue entre les deux parties, en favorisant le développement de partenariats entre les secteurs privés togolais et biélorusse.

Le Président du Conseil s'est, à son tour, félicité de l'opportunité de cette rencontre qui est l'expression d'une marque d'amitié et de considération manifestées à l'endroit du Togo. Il a salué l'accompagnement de la Biélorussie en faveur de projets de développement, particulièrement dans les secteurs agricoles et des transports.

Abordant les perspectives de la coopération bilatérale, le Président Faure Gnassingbé a présenté les atouts et les opportunités d'investissement qu'offre le Togo, surtout dans le secteur agricole.

Cette nouvelle rencontre, qui intervient après les entretiens en bilatéral avec le Président du Kirghizistan, traduit une fois de plus la volonté du Togo de diversifier ses partenariats et de renforcer son ouverture vers les marchés eurasiatiques. L'ambition de notre pays est de développer des liens de coopération susceptibles de favoriser les investissements, la transformation locale et la création de valeur ajoutée pour l'économie nationale. presidenceduconseil.gouv.tg

VIH :

LA STRATEGIE TOGOLAISE POUR REDUIRE LES CONTAMINATIONS A LA SOURCE

Lomé, 2 sept. (ATOP)- Aujourd'hui, dans la guerre engagée par les autorités contre le VIH, une autre bataille retient l'attention. Si les traitements permettent de vivre avec le VIH, la meilleure victoire reste encore d'éviter les nouvelles contaminations. C'est dans cette logique que la prévention occupe une place de plus en plus importante dans la stratégie nationale.



En effet, l'urgence de la lutte contre le VIH au Togo ne consiste plus seulement à identifier les personnes infectées et à leur garantir un accès aux traitements. Ce défi a été progressivement relevé grâce à l'amélioration de la prise en charge des patients et à l'élargissement de la couverture thérapeutique sur l'ensemble du territoire. Les chiffres récents montrent que le Togo dispose désormais d'un dispositif de prévention capable d'agir à grande échelle tout en cherchant à atteindre les populations les plus exposées.

VIH la stratégie togolaise pour réduire les contaminations à la source

Sensibiliser massivement pour agir en amont

Car le fait est que, plus les populations sont sensibilisées, plus elles sont en mesure d'adopter des comportements qui réduisent les risques de contamination. En 2025, les campagnes de sensibilisation ont permis de toucher plus de 2,3 millions de personnes à travers le pays. Parmi elles, 1 335 188 jeunes âgés de 15 à 24 ans, près de 492 000 femmes de 15 à 49 ans et plus de 458 000 personnes issues de la population générale.

La prévention est désormais pensée à grande échelle, mais avec une cible prioritaire : la jeunesse. Ce choix traduit une lecture lucide de l'épidémie. C'est souvent à l'adolescence et au début de la vie adulte que se construisent les comportements qui influencent durablement les risques d'exposition. La sensibilisation est donc solidement installée.

Le dépistage s'installe progressivement dans les habitudes

Il reste tout simplement l'un des moyens les plus efficaces pour freiner la progression du VIH. En 2025, 650 142 personnes ont réalisé un test à travers le pays, contre 594 332

l'année précédente. Cette progression confirme que le dépistage gagne en accessibilité et en acceptabilité sociale.

Parmi les personnes testées en 2025, 10 174 cas positifs ont été identifiés, soit un taux de séropositivité de 1,56 %. Au-delà des statistiques, ces résultats signifient surtout que des milliers de personnes ont pu être rapidement orientées vers les soins et bénéficier d'un accompagnement.

Le défi reste cependant important. Trop d'infections sont encore détectées tardivement, ce qui limite l'efficacité de la prise en charge et augmente les risques de transmission. D'où la nécessité de faire du dépistage un réflexe simple, régulier et dédramatisé.

Le préservatif

Dans la stratégie de prévention, il conserve toute son importance. La preuve : en 2025, plus de 20,2 millions d'unités ont été distribuées sur l'ensemble du territoire. Plus de 13 millions ont été destinées à la population générale, environ 2,7 millions aux jeunes, et le reste aux populations clés les plus exposées. C'est davantage que les 16 millions distribués en 2024 à travers les réseaux du système sanitaire.

La transmission mère-enfant recule, signe d'une prise en charge renforcée. Cet indicateur reflète à la fois la qualité du système de santé et l'efficacité des dispositifs de prévention.

En 2025, 275 983 femmes enceintes ont été dépistées. Parmi celles vivant avec le VIH, 3 731 ont été mises sous traitement antirétroviral.

Le résultat est visible. La couverture thérapeutique est passée de 86,51 % en 2024 à 90,65 % en 2025. Par ailleurs, le taux de transmission mère-enfant a reculé de 13,44 % à 11,35 %.

Une prévention qui se modernise et se rapproche des populations

Les orientations du Plan stratégique national 2027-2030 confirment une évolution importante de la stratégie. La prévention ne repose plus uniquement sur les campagnes classiques. Elle s'adapte désormais aux usages des populations, notamment des jeunes.

Les réseaux sociaux, les plateformes numériques, les outils d'auto-dépistage guidé et les dispositifs interactifs de conseil sont appelés à jouer un rôle plus important. L'objectif est de rendre l'information plus accessible, plus rapide et plus adaptée aux nouveaux modes de communication.

Dans le même temps, la question du financement reste centrale. Investir dans la prévention permet non seulement de sauver des vies, mais aussi de réduire les coûts futurs liés aux traitements et aux complications. Au final, les résultats obtenus montrent un système de réponse solide, en amélioration constante.

ATOP/La Rédaction

INDUSTRIALISATION :

LES 22 INDUSTRIES INSTALLEES A LA PIA ATTIRENT LA CROISSANCE

Lomé, 2 sept. (ATOP)- En cinq ans d'existence depuis 2021, la Plateforme industrielle d'Adétikopé a franchi un seuil décisif dans sa trajectoire de développement. Pensée comme un levier d'accélération de l'industrialisation, elle s'impose désormais comme un espace économique structuré, capable d'attirer des investisseurs de premier plan et de soutenir une impulsion industrielle remarquable.

À la date de juin 2026, la plateforme compte 22 industries déjà implantées, dont 5 autres en cours de construction. Cette progression continue représente une réalité simple

mais déterminante : la confiance croissante des opérateurs économiques dans le potentiel industriel du Togo et dans la capacité de la PIA à offrir un environnement stable, compétitif et fonctionnel.



Les 22 industries installées à la PIA attirent la croissance

valorisées et intégrées dans des circuits économiques plus larges.

Pour l'économie nationale, cette évolution représente un changement de paradigme. L'installation de nouvelles industries ne se limite pas à une simple présence physique sur un site. Elle entraîne une reconfiguration des flux économiques, une montée en puissance de la transformation locale et une réduction progressive de la dépendance aux exportations de produits bruts. Chaque unité industrielle installée devient ainsi un maillon supplémentaire dans la construction d'une économie plus diversifiée et plus résiliente.

L'impact sur l'emploi et les compétences est significatif

Les industries présentes à la PIA génèrent des emplois qualifiés, nécessitant des savoir-faire techniques, des compétences en gestion de production et une maîtrise des standards industriels modernes. Ce processus contribue à renforcer le capital humain national, en exposant la main-d'œuvre togolaise à des environnements professionnels structurés et exigeants. Parallèlement, le transfert de compétences s'opère de manière progressive, à travers la formation sur le tas, l'encadrement technique et l'adoption de technologies industrielles modernes. Cette activité permet d'élever le niveau global des qualifications disponibles sur le marché du travail local.

Au-delà des entreprises elles-mêmes, c'est l'ensemble de l'écosystème industriel togolais qui se renforce. Chaque nouvelle implantation crée des effets d'entraînement sur les services connexes, la logistique, la maintenance, la sous-traitance et les activités de support. Cette densification progressive contribue à faire de la PIA un centre de gravité industriel, autour duquel se structure une partie croissante de l'activité économique nationale.

L'évolution confère également au Togo une visibilité accrue dans l'espace économique ouest-africain. En consolidant un pôle industriel intégré, capable d'accueillir des investissements diversifiés et de soutenir des activités de transformation, la PIA s'impose comme une destination de référence pour les investisseurs en quête de plateformes opérationnelles.

ATOP/La Rédaction



ATOP

Pour vos articles, reportages

Nous contacter.

Actualités, Proximité

☎ +228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

✉ atoptogo1@gmail.com

🌐 www.atop.tg



NOUVELLES DES PREFECTURES

LA COMMUNE BASSAR 1 PRESENTE SON PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL

Bassar, 2 sept. (ATOP) – La commune Bassar 1 a présenté, le mardi 1^{er} septembre, son Plan de développement communal (PDC) à la population.



Le maire Mouni remettant une enveloppe à une élève



Le sénateur Djato remettant une enveloppe financière à un élève

L'élaboration du PDC s'inscrit dans la dynamique de décentralisation et de planification stratégique pour structurer le développement local. A travers cette présentation, il s'agit d'exposer aux populations les projets retenus et les ressources à mobiliser pour la réalisation. Cette démarche vise également à s'assurer que les actions prévues répondent aux besoins réels de la population locale, tout en instaurant un dialogue ouvert avec les populations.

Le maire de la commune Bassar 1, Mouni Ouyi a souligné que le PDC permettra de réaliser les projets de développement de la commune. « Le document présenté n'est pas un simple catalogue d'intention, ni une liste de souhait théorique mais c'est plus qu'une démarche inclusive, participative et rigoureuse », a-t-il souligné.

La présentation a été couplée d'une remise de distinction aux 20 meilleurs élèves de la préfecture aux différents examens (CEPD, BEPC, BAC I, BAC II). Les lauréats ont reçu des enveloppes financières et des kits de fournitures scolaires.

Le secrétaire générale de la préfecture, Daro Ouro-Gnandi, le sénateur Djato Tassounti, des cadres de la préfecture ont assisté à la cérémonie.

ATOP/LK/DHK

OGOU/SANTE :

DES PROFESSIONNELS DES MEDIAS DES PLATEAUX SENSIBILISES SUR TROIS EPIDEMIES

Atakpamé, 2 sept. (ATOP) – Des professionnels des médias et des communicateurs des Plateaux ont été sensibilisés, le mardi 1^{er} septembre à Atakpamé, sur la riposte face aux maladies à potentiel épidémique, notamment la Mpox (variole du singe), la dengue et le virus Ebola.

Le ministère de la Santé, par l'intermédiaire de sa cellule de Communication sur les risques et engagement communautaire (CREC), a initié cette séance avec l'appui technique de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Cette activité a permis de renforcer les compétences des journalistes et communicateurs afin de garantir une

diffusion d'informations efficace, responsable et harmonisée de ces maladies à potentiel épidémique.

Les participants ont été formés sur plusieurs modules, notamment l'étude globale du Mpox, de la dengue et d'Ebola. Ils ont été édifiés sur la notion d'épidémiologie, les modes de transmission, les stratégies de prévention ainsi que le rôle stratégique des médias dans la gestion des urgences sanitaires. L'accent a été également mis sur l'importance d'une communication non stigmatisante, respectueuse des communautés et propre à renforcer la synergie entre les professionnels de l'information et les autorités sanitaires.



Des participants

Le formateur, Ahialey Kokou, a rappelé que le Mpox, la dengue et le virus Ebola sont des affections contagieuses d'origine zoonotique susceptibles de toucher des individus de tout âge. « Ce sont des pathologies que l'on peut prévenir et guérir, mais qui risquent d'entraîner de graves complications, voire le décès, en l'absence d'une prise en charge précoce et adéquate », a-t-il précisé.

Le spécialiste en communication du projet Services de santé essentiels de qualité pour une couverture sanitaire universelle (SSECQCU), Essowaza Atakouna, a insisté sur la promptitude de la diffusion d'informations, l'écoute active des priorités communautaires ainsi que la prise en compte des croyances, attitudes et pratiques locales en matière de santé.

ATOP/KJ/KKT/MD

NOTSE :

500 ELEVES DE L'EPP FIDA BENEFICIENT DE KITS SCOLAIRES

Notsè, 2 sept. (ATOP) - Cinq cents élèves de l'Ecole primaire publique (EPP) FIDA, dans la commune Haho 1, ont bénéficié, le mardi 1^{er} septembre à Notsè, de kits scolaires offerts par l'association Aide aux enfants démunis (ASAED).

Les kits sont composés notamment de sacs, de cahiers, d'écrittoires, d'ensembles géométriques, de couvertures et d'ardoises. Ils ont été financés par le natif de Notsè, N'danikada Abalo Claude.

Cette action vise à faciliter la rentrée scolaire des élèves en situation de vulnérabilité dans le canton de Notsè, à promouvoir la culture de l'excellence et la scolarisation de la jeune fille.



M . N'danikada Abalo Claude remettant le Kit

Le maire de la commune Haho 1, Koffi Assila, a invité les bénéficiaires, particulièrement les jeunes filles, à faire preuve d'abnégation et à privilégier le travail bien fait afin de susciter d'autres initiatives en leur faveur.

Le président du Comité de gestion des établissements scolaires de l'EPP FIDA, Edoh Kossi Djidjonou, a relevé que l'établissement bénéficie régulièrement de l'appui de l'ASAED. Cette association, précise-t-il, a notamment contribué à la construction de salles de classe améliorées, à la fourniture de matériels scolaires, ainsi qu'à des actions de

sensibilisation et d'accompagnement en faveur de la scolarisation de la jeune fille et de l'encadrement du personnel enseignant.

Créée en 2019, l'ASAED intervient principalement dans les domaines de l'éducation et de la santé, ainsi que dans la promotion d'un environnement sain. Elle accompagne également les jeunes en situation de vulnérabilité et le personnel enseignant à travers des actions de conseil et d'appui.

ATOP/YM/AO

DES ACTES DE NAISSANCE A 23 ELEVES DE L'EPP-TOHUIVE

Notsè, 2 sept. (ATOP) – Vingt-trois élèves de l'Ecole primaire publique (EPP-Tohuivé) dans la commune Haho 2 ont reçu leur acte de naissance dans le cadre de la campagne de rattrapage à Tohuivé, le mardi 1^{er} septembre.



Les bénéficiaires



M. Ayidoté Sossou remettant la naissance

La cérémonie est organisée par la commune Haho 2. Elle vise à sensibiliser parents et tuteurs sur la nécessité d'établir des actes de naissance à leurs enfants afin d'assurer leurs avenir scolaire et professionnel.

En remettant les actes de naissance aux bénéficiaires, le maire de la commune Haho 2, Ayidoté Sossou a déclaré que l'établissement des actes de naissance permettra à l'enfant de fréquenter l'école, d'assurer sa protection sociale et un avenir radieux. Selon lui, l'acte de naissance à un enfant est un acte de fierté, d'appartenance et offre au jeune le sentiment d'appartenir à une famille et à un pays. Il a invité les parents et tuteurs à protéger l'avenir de leurs progénitures par l'établissement des actes de naissance.

Le chef de l'inspection des Enseignements primaire et préscolaire Haho-Est, Idé Essonanna a relevé que l'établissement des actes de naissance donne à l'enfant l'accès à l'école et à l'établissement d'autres actes. Il a demandé aux enseignants de veiller à ce que tous les enfants de l'EPP Tohuivé puissent avoir leur acte de naissance.

La cérémonie s'est déroulée en présence des autorités locales, des chefs traditionnels, des représentants du corps judiciaire, des associations partenaires, des enseignants et des parents d'élève.

ATOP/YM/SED



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



BINAH/JIJ 2026:

DES JEUNES ENTRETENUS SUR L'USAGE RESPONSABLE DU NUMERIQUE ET LES MEFAITS DES DROGUES

Pagouda, 2 sept. (ATOP) – La Journée internationale de la jeunesse (JIJ 2026) a été célébrée en différé, le mardi 1^{er} septembre à Pagouda, à travers une conférence-débat axée sur le thème: « Des contextes différents, des aspirations communes : une jeunesse connectée, responsable et actrice du changement ».

Cette manifestation est initiée par l'ONG Creuset Togo en partenariat avec Plan International Togo. Elle s'inscrit dans le cadre du projet « Space to Lead ».

Les échanges ont porté sur les opportunités, les risques et les bonnes pratiques liés à l'usage des Technologies de l'information et de la communication (TIC) et des réseaux sociaux, tout en intégrant le volet de prévention contre la consommation de stupéfiants et de substances psychoactives.

Le secrétaire général de la préfecture de la Binah, Kpélou Binidi et le maire de la commune Binah 1, Bessègrou Egbadé ont invité les jeunes à faire du numérique, un outil de progrès social et non un vecteur de dérive. Ils ont rappelé qu'une jeunesse responsable incarne la relève de demain. Selon eux, les nouvelles technologies doivent servir à améliorer l'apprentissage et les performances académiques. Ils ont appelé les jeunes à préserver leur santé en s'éloignant des stupéfiants afin de contribuer activement au développement de leur localité.

La directrice régionale Savanes-Kara de Plan International Togo, Mme Naka Abalo, a exhorté la jeunesse à maintenir cet engagement et à valoriser ses initiatives au profit du développement communautaire.

La célébration de la JIJ vise à contribuer à l'émergence d'une société civile dynamique et pluraliste dans laquelle les enfants, les filles et les jeunes femmes âgées de 10 à 24 ans exercent pleinement leurs droits et jouissent de l'égalité des sexes.

ATOP/AK/SED

KERAN/EDUCATION :

LE CONSEIL REGIONAL DE LA KARA OFFRE DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION AU CET KANTE

Kantè, 2 sept. (ATOP) - Le Collège d'enseignement technique (CET) de Kantè a bénéficié, le mardi 1^{er} septembre, de matériaux de construction offerts par le conseil régional de la Kara.

Le don est composé, entre autres, de feuilles de tôles, de chevron, de planches, des pointes, de la peinture, de la faume, du diluant et du sable. Il est destiné aux travaux de réhabilitation du bloc administratif de ce collège pour offrir un meilleur cadre de travail aux apprenants et corps enseignant.

Les travaux à réaliser vont durer trois mois.



Le président du Conseil régional (1^{er} à droite en gilet kaki) recevant des explications sur le stockage des planches

Ils concernent la toiture, le plafond, la plomberie, l'électricité, le carrelage, le badigeonnage et la climatisation des bureaux et de la salle des professeurs.

Le président du conseil régional de la Kara, Bakem Têba Blakinam a réitéré l'engagement des autorités gouvernementales dans la mise en œuvre d'une meilleure

condition de travail aux acteurs de l'éducation. « Il est important pour les conseillers régionaux de mobiliser tous les autres acteurs dans cette politique éducative en impliquant également les apprenants des filières techniques pour une meilleure insertion professionnelle », a-t-il précisé.

Le directeur du CET Kantè, Bèdjèa Aklesso a saisi l'occasion pour passer le témoin à son successeur, Bonsah Yendougnoini. Ce dernier s'est engagé à poursuivre la réalisation du projet de réhabilitation du bâtiment administratif du collège.

La remise s'est déroulée en présence du maire de la commune 1, Mme Agbandao Kounon Nahou, du secrétaire général du Conseil régional de la Kara, Easo Pirénéwé et des représentants des parties prenantes au projet.

ATOP/PAP/BV



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité



REPORTAGE

EDWIGE, LES VACANCES DANS L'ÉTAL D'AYIMOLOU

Par Marie Gomez



Edwige, T-shirt rouge

et aux ustensiles de cuisine.

« Ma mère m'a demandé de venir l'aider », explique-t-elle entre deux services. Ses journées commencent désormais très tôt. Le réveil n'annonce plus une matinée de cours ou de révisions. Il faut plutôt rejoindre sa mère à l'étal.

Le travail commence avant même l'arrivée des premiers clients. Il faut apprêter le riz, les haricots et les différents accompagnements. Puis viennent les commandes. Une portion par-ci, une autre par-là. Edwige sert, encaisse parfois, débarrasse et recommence. Ce rythme matinal n'est pas toujours facile. « La difficulté, c'est de devoir me lever tôt pour préparer les mets et servir les clients », confie-t-elle.

A la fatigue, s'ajoutent parfois les réactions de certains clients. Une commande mal comprise, une attente jugée trop longue ou une remarque peuvent compliquer la tâche. La jeune fille apprend alors à garder son calme et à poursuivre son travail. Pour autant, Edwige ne se plaint pas de cette expérience. Au contraire, elle se dit heureuse d'aider sa mère. Derrière sa présence à l'étal se trouve aussi une préoccupation concrète : la

A environ 300 mètres du carrefour Dékawowosimé, la circulation commence à s'intensifier. Une odeur familière flotte dans l'air. Riz, haricots et épices mijotent. Ici, l'ayimolou attire déjà les premiers clients.

Derrière le petit étal, une jeune fille s'active. Elle sert les clients, dispose les mets et veille à ce que rien ne manque. Edwige Kakatsi, élève au CEG Totsi, vient de terminer sa classe de 5^e et se prépare à entrer en 4^e. Pendant ces vacances, ses cahiers ont cédé leur place aux marmites

prochaine rentrée scolaire. Les revenus de cette activité doivent notamment permettre à sa mère de lui acheter ses fournitures scolaires.

Sa mère Ahoefa avoue que faire participer sa fille au commerce ne consiste cependant pas uniquement à obtenir un coup de main. Elle estime qu'il s'agit aussi de l'habituer progressivement à l'effort et à l'autonomie. Entre les marmites fumantes, les appels des clients et les allers-retours autour de l'étal, Edwige découvre ainsi une autre école, celle du quotidien.

Lorsque les vacances prendront fin, elle retrouvera les bancs du CEG Totsi, les cahiers et les leçons. L'étal d'ayimolou, lui, continuera probablement à accueillir les clients, avec ou sans elle.

Mais derrière cette scène ordinaire se pose une question plus large : comment faire des vacances scolaires un temps où les enfants apprennent l'autonomie et le sens des responsabilités, tout en préservant leur repos, leur éducation et leur épanouissement ?

NOUVELLES DE L'ETRANGER

LE FMI ET LE SENEGAL SCELLENT UN ACCORD DE 2,2 MILLIARDS DE DOLLARS

Dakar, (Africanews) - À Dakar, la cheffe de mission du Fonds monétaire international, Mercedes Vera Martin, a annoncé le mardi 1^{er} septembre un accord au niveau des services pour un programme de 36 mois d'environ 2,2 milliards de dollars. Un accord encore conditionnel, qui impose à Dakar de corriger les fausses déclarations de données ayant provoqué la suspension du précédent programme et d'obtenir des garanties de financement de ses partenaires.

Mercedes Vera Martin a annoncé le mardi 1^{er} septembre la conclusion d'un accord au niveau des services entre le Sénégal et le Fonds monétaire international (FMI) sur un nouveau programme de 36 mois au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC), d'un montant d'environ 2,2 milliards de dollars. La cheffe de mission du FMI au Sénégal conduisait une équipe qui séjournait à Dakar depuis le 19 août.

L'accord, qui doit encore être approuvé par la direction et le conseil d'administration du FMI, doit accompagner le programme de réformes économiques et financières du Sénégal pour la période 2026-2029. Il marque la reprise d'une coopération financière interrompue en 2024, après la découverte de graves divergences dans les données relatives aux finances publiques.

Mais Mercedes Vera Martin a immédiatement souligné les conditions attachées à ce nouvel accord. Sa validation nécessite notamment la mise en œuvre de « mesures correctives résolues » destinées à appuyer la demande de dérogation des autorités sénégalaises dans le dossier des déclarations erronées de données. Dakar devra également obtenir les assurances de financement nécessaires auprès de ses partenaires.

Le précédent des données falsifiées

Le précédent programme du FMI, conclu en 2023 pour environ 1,8 milliard de dollars, avait été suspendu après la réévaluation des comptes publics sénégalais. Le déficit budgétaire de 2023, initialement annoncé à 4,9 % du PIB, avait ainsi été révisé à 12,3 %. La dette publique avait également été fortement réévaluée, plaçant les finances sénégalaises sous une pression considérable.

Le nouveau programme doit précisément contribuer à restaurer la viabilité de la dette et des finances publiques. Les réformes envisagées portent sur la mobilisation des recettes intérieures, la rationalisation des dépenses, la gestion de la dette, le suivi des

arriérés et la supervision des entreprises publiques. Le FMI prévoit parallèlement de préserver les ménages vulnérables, notamment grâce à des mécanismes de protection sociale et à des transferts monétaires ciblés.

Une économie soutenue par le pétrole

Malgré cette fragilité budgétaire, Mercedes Vera Martin a relevé la résilience de l'économie sénégalaise. La croissance a atteint 6,7 % en 2025, portée par la première année complète de production pétrolière. Hors hydrocarbures, elle n'a toutefois progressé que de 2,2 %. Au premier trimestre 2026, la croissance hors hydrocarbures a rebondi à 4,7 % sur un an, tandis que l'inflation s'est établie à 1,4 %.

Le programme pourrait par ailleurs faciliter la mobilisation de financements supplémentaires auprès de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement et d'autres partenaires au développement. Pour Dakar, l'enjeu est désormais de transformer cet accord technique en programme effectivement approuvé et financé. Le FMI attend des actes sur la transparence budgétaire et la dette, alors que le pays reste confronté à une forte contrainte financière et à une pression sociale alimentée par le coût de la vie. Africanews

ZAMBIE :

HICHILEMA ENTAME UN SECOND MANDAT ENTRE PROMESSES ET CONTROVERSES

Lusaka, (Africanews) - Le président zambien Hakainde Hichilema a prêté serment pour un second mandat à la tête du pays, le mardi 1^{er} septembre. La cérémonie s'est déroulée au stade de Lusaka devant des milliers de partisans de l'UPND, son parti, vêtus de rouge pour célébrer sa réélection.

Dans son discours d'investiture, Hichilema a placé son second mandat sous le signe de la croissance économique avec son programme baptisé « Grow Zambia ». Le président promet de poursuivre les réformes et de créer davantage d'opportunités pour les Zambiens, notamment les jeunes.

Dans le stade, les supporters ont célébré la victoire de leur candidat. Beaucoup espèrent que ce nouveau mandat permettra d'améliorer les conditions de vie et de répondre aux attentes d'une jeunesse confrontée au chômage.

Une réélection contestée

Malgré la victoire officielle, le scrutin reste marqué par des accusations de la part de l'opposition. Celle-ci dénonce des intimidations, un traitement favorable au pouvoir en place et des restrictions ayant limité ses activités durant la campagne.

Deuxième producteur de cuivre en Afrique, la Zambie cherche à attirer davantage d'investissements et à renforcer son économie. Pour Hichilema, ce deuxième mandat sera l'occasion de transformer les promesses électorales en résultats concrets.

Africanews

LA GUINEE-BISSAU VOTE « OUI » AU REFERENDUM SUR UNE NOUVELLE CONSTITUTION

Bissau, (Africanews) - Les électeurs de Guinée-Bissau ont approuvé, par référendum, une réforme constitutionnelle qui accordera davantage de pouvoirs au président, a annoncé le mardi 1^{er} septembre la Commission électorale du pays, à l'approche des élections générales destinées à rétablir un pouvoir civil d'ici la fin de l'année.

Le scrutin référendaire, organisé le dimanche 30 août, est intervenu moins de dix mois après un coup d'État au cours duquel l'armée a pris le pouvoir dans ce pays pauvre

d'Afrique de l'Ouest, et quelques mois seulement avant l'élection présidentielle prévue le 6 décembre.

La Guinée-Bissau est le dernier exemple en date d'un pays africain cherchant à modifier ou à réviser sa Constitution afin de prolonger les mandats, de supprimer les limites d'âge ou de renforcer les pouvoirs de l'exécutif, à l'instar du Zimbabwe, de la Guinée, du Togo, de l'Ouganda et du Tchad ces dernières années.

Selon les résultats annoncés le mardi par la Commission électorale nationale, le camp du « oui » l'a emporté avec 70 % des suffrages. La junte affirme que cette réforme permettra de stabiliser les institutions avant les élections destinées à rendre le pouvoir aux civils.

Mais le climat politique reste tendu dans ce pays côtier, coutumier des coups d'État, et l'opposition avait appelé les électeurs à boycotter le référendum « dans un contexte de restrictions des libertés publiques ». Le chef de la junte et président de la transition, le général Horta N'Tam, a appelé les jeunes à voter « massivement » en déposant lui-même son bulletin dimanche.

En vertu de la charte de transition qu'il défend, le général n'est pas autorisé à se présenter à l'élection.

Un pays habitué aux coups d'État

Selon le nouveau texte, ce pays lusophone abandonnera l'ancien système dans lequel le Premier ministre était issu de la majorité parlementaire, un mécanisme qui avait conduit à des cohabitations difficiles. La nouvelle Constitution permettra également au chef de l'État de nommer et de révoquer le Premier ministre ainsi que les membres du gouvernement, et de dissoudre le Parlement.

Les électeurs devaient répondre par « oui » ou par « non » à la question suivante : « Êtes-vous favorable à l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution approuvée par le Conseil national de transition ? »

Une partie de la classe politique et de la société civile s'est vivement opposée à cette vaste révision constitutionnelle menée par un gouvernement de transition non élu. Toutefois, Carmen Izauro Lobo, présidente de la Commission électorale nationale, a qualifié le scrutin de succès, saluant la « capacité d'organisation, le professionnalisme et le dévouement » des équipes déployées sur le terrain.

Elle a également mis en avant la « transparence » et la « crédibilité » du processus référendaire, même si le vote n'a suscité qu'un enthousiasme limité parmi les électeurs, avec une participation apparaissant irrégulière à travers le pays.

Dans cinq bureaux de vote de Bissau visités par l'AFP dans l'après-midi, les électeurs se sont présentés en petit nombre et de manière sporadique. Les fortes pluies tombées dans la matinée ont dissuadé certains de se déplacer.

L'armée a pris le pouvoir en Guinée-Bissau en novembre dernier, quelques jours seulement après une élection présidentielle, renversant le président d'alors, Umaro Sissoco Embaló, et suspendant le processus électoral.

La Guinée-Bissau, l'un des pays les plus pauvres du monde, a connu cinq coups d'État et plusieurs tentatives de putsch depuis 1974. Africanews

LES ETATS-UNIS LANCENT DE NOUVELLES FRAPPES CONTRE L'IRAN, TANDIS QUE TRUMP MENACE DE NOUVELLES ATTAQUES

Washington, (Xinhua) - Les forces américaines ont lancé, le mardi 1^{er} septembre, de nouvelles frappes contre des cibles du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) en Iran, marquant une nouvelle escalade des hostilités entre Washington et Téhéran.

Dans le même temps, le président américain Donald Trump a averti dans une publication sur Truth Social, qualifiant les nouvelles frappes près du détroit d'Ormuz de

« massives et puissantes », que si l'Iran « riposte à cette attaque très justifiée, il sera frappé à nouveau, plus fort et avec une intensité plus grande ».

« Mais ce ne sera pas la plus grande de toutes les attaques ; celle-là est en réserve et, une fois terminée, il ne restera plus grand-chose de la République islamique d'Iran ! », a-t-il menacé dans ce message.

Lors d'un entretien téléphonique avec Fox News, il a en outre affirmé que les forces américaines avaient détruit « de nombreux radars » du réseau iranien, y compris des systèmes que Téhéran avait tenté de reconstruire. « C'est un coup très dur qui a été porté aujourd'hui. S'il y a une troisième fois, ils seront totalement anéantis en tant que pays », a déclaré Donald Trump. « L'USS George Washington est armé jusqu'aux dents », a-t-il poursuivi, ajoutant : « Nous sommes pleinement armés ».

Par ailleurs, selon un reportage de Fox News, Donald Trump a indiqué que les alliés du Golfe avaient été informés avant ces dernières frappes. Les propos du président américain sont intervenus peu après l'annonce par le Commandement central des Etats-Unis (CENTCOM) de nouvelles frappes contre des cibles du CGRI en Iran, à 12h00 (heure de l'Est, 16h00 GMT).

Selon le CENTCOM, ces frappes font suite à de récentes tentatives d'attaques du CGRI contre le trafic maritime commercial dans le détroit d'Ormuz et contre des militaires américains déployés dans la région.

Xinhua



SPORTS

LA TOTALENERGIES CAF LIGUE DES CHAMPIONS 2026/27 DEMARRE CE WEEK-END, MAMELODI SUNDOWNS EXEMPT DU PREMIER TOUR

CIARE, (CAF) - La saison 2026/27 de la Total Energies CAF Ligue des Champions débute ce week-end, du 4 au 6 septembre, avec le premier tour préliminaire de la prestigieuse compétition interclubs africaine. Les clubs engagés à travers le continent entament leur parcours avec l'ambition de décrocher le titre continental.

Les matchs aller du premier tour préliminaire se disputeront du 4 au 6 septembre, avant les rencontres retour programmées du 11 au 13 septembre.

Le deuxième tour préliminaire se déroulera ensuite du 16 au 18 octobre, tandis que les matchs retour auront lieu du 23 au 25 octobre. À l'issue de cette étape, les 16 clubs qualifiés dans chaque compétition accéderont à la phase de groupes.

Au total, 61 clubs sont engagés dans cette édition de la TotalEnergies CAF Ligue des Champions. Les champions en titre, Mamelodi Sundowns, ainsi que l'Espérance Sportive de Tunis et la RS Berkane, ont été directement qualifiés pour le deuxième tour préliminaire.

Ce premier week-end de compétition donnera le coup d'envoi d'une nouvelle saison de football interclubs continental, réunissant anciens champions d'Afrique, cadors du continent et clubs ambitieux, tous déterminés à franchir les différentes étapes menant à la phase de groupes.

Dans le cadre de son engagement en faveur du développement et du renforcement des clubs africains, la CAF accordera une aide financière de 100 000 dollars à chaque club éliminé lors des tours préliminaires, afin de contribuer à la prise en charge des frais de déplacement et des autres dépenses logistiques liés à la participation à la compétition à travers le continent.

Plusieurs grandes écuries africaines devront toutefois négocier des affiches potentiellement délicates dès ce premier tour préliminaire.

L'une des rencontres les plus attendues opposera le TP Mazembe, quintuple champion d'Afrique, au club ghanéen Medeama SC, que les Congolais affronteront à l'extérieur. Le vainqueur de cette confrontation retrouvera au tour suivant soit le Club Africain (Tunisie), soit le Djoliba AC (Mali), dans une partie de tableau particulièrement relevée.

Les Égyptiens de Zamalek débiteront leur campagne par un déplacement face à l'AS Port de Djibouti, tandis que le Pyramids FC, autre représentant égyptien et ancien finaliste de la compétition, devra se rendre à Nairobi pour y affronter le géant kényan Gor Mahia.

En Afrique du Sud, Orlando Pirates se déplacera à Maurice pour affronter La Cure Waves, qui participe pour la première fois à la TotalEnergies CAF Ligue des Champions. Le vainqueur de cette confrontation affrontera au prochain tour soit l'AS Mangasport du Gabon, soit les African Stars de Namibie.

L'attention se portera également sur l'Afrique de l'Est, où les deux géants tanzaniens entameront leur campagne loin de leurs bases. Simba SC se rendra au Malawi pour défier Mighty Wanderers, tandis que Young Africans SC affrontera le champion du Botswana, Gaborone United.

Par ailleurs, l'ASEC Mimosas de Côte d'Ivoire sera opposé à l'ASCK du Togo. Les Soudanais d'Al Hilal feront face à l'Aigle Noir du Burundi, alors que l'Atlético Petróleos de Luanda se déplacera au Mozambique pour affronter l'UD do Songo. CAF

